

Peuples frères : l'espace et le temps

Le narratif poutinien sur « les peuples frères » russe et ukrainien – sans oublier les Biélorusses – plonge ses racines dans l'histoire et la géographie. La Trinité du Russe « Grand », « Petit » et « Blanc » formant l'unité du peuple russe, du berceau kiévien jusqu'à la guerre actuelle de « réunification », est pulsée par une chronique séculaire d'écartés et de rapprochements. La Grand Frère voit le Petit se déporter à de nombreuses reprises vers ses voisins polono-litvaniens ou austro-hongrois, puis chercher sa protection pour sauvegarder son autonomie cosaque et son orthodoxie. En toile de fond de cette histoire sinueuse, une très ancienne et fondamentale divergence, qu'il convient de retracer dans ses lignes de force avec l'aide de l'historien autrichien Andreas Kappeler, auteur d'un très éclairant *Russes et Ukrainiens, les Frères inégaux*. Ce livre en langue allemande, publié en 2017, a été traduit en 2022, l'année de « l'opération militaire spéciale » visant à faire revenir de force le cadet dans le giron du grand frère, quitte à l'anéantir sous motif de « dénazification ». Ce dernier qualificatif a également sa spatio-temporalité, recoupant la première dans le drame familial.

« Je n'imagine pas de pays plus beau que la Petite-Russie. Ce qui me plaît surtout, c'est de savoir qu'elle n'a plus d'histoire, son aventure historique est achevée depuis longtemps et pour toujours »

Ivan Bounine (prix Nobel de littérature, 1933), *La vie d'Arséniev*, 1927

*« Sais-tu à qui tu parles, ou l'as-tu oublié ?
Je suis la Russie ! Pourquoi ne me respectes-tu pas ? Comme si tu appartenais à une autre Russie et non à moi ! »*

Dialogue entre la Grande Russie et la Petite Russie

Semen Divovytych, 1762 (cité par Kappeler)

(Divovytych est un ancien membre de l'Académie de Kyiv, prédécesseur de l'université nationale « Académie Mohyla de Kiev », fondée en 1632)

Commençons par l'espace. Cette histoire est d'abord une géographie, dimension centrale à l'époque où les humains avançaient lentement, se déplaçaient et commerçaient par voies d'eau. De la mer Baltique à la mer Noire, un vaste couloir plus ou moins étale est traversé par des fleuves qui s'écoulent dans un sens, puis dans l'autre. Parmi eux, le Dniepr relie le plateau de Valdaï (à mi-chemin entre St Petersburg et Moscou), où il prend sa source, à la mer Noire. Près de 2.300 km de long vers le sud. Dans l'autre sens, de plus petits fleuves et rivières s'écoulent vers la Baltique, comme la Daugava, la Berezina ou la Vistule. Les marchands et guerriers vikings devaient remonter ces derniers vers les collines, franchir le partage des eaux et naviguer vers le sud sur de larges fleuves, Dniestr ou Dniepr. Certains passaient par le lac Ladoga et rejoignaient le second fleuve. C'était « *La route des Varègues aux Grecs* », menant les Vikings vers Constantinople.

Les rives d'un fleuve

La route était longue, empruntée par des Varègues (Vikings suédois), des rameurs qui se nommaient aussi *roor* ou *ruotsi* en finnois. Voilà d'où viendrait le mot Rouss qui donna Russe. Après un ou deux siècles de pérégrination, certains établirent un relais sur le Dniepr dans la ville de Kyiv (du prénom d'un des fondateurs slaves, Ki). Pendant ce temps, Moscou était encore une forêt. Kyiv se situait sur la rive droite (à l'ouest), au sommet d'un promontoire accidenté qui dominait le fleuve. Elle devint rapidement une cité prospère. Le Grand Prince Vladimir (dit « Le Beau Soleil ») – de la dynastie des Riourikides d'origine scandinave, ayant commencé de régner à Novgorod un siècle plus tôt – se convertit au christianisme byzantin en 988 avant le schisme de 1054 et noua des relations avec l'Europe occidentale de l'époque. La fille d'un de ses Grands Princes, Iaroslav le sage, Anna, épousa le roi des Francs Henri I^{er} en 1051. Notons que sa mère était Ingigerd de Suède, fille du roi de Suède et d'une princesse slave. Une des sœurs d'Anna épousa le roi de Norvège et une autre le roi de Hongrie.

Arrêtons ces généalogies princières pour noter que la Rous' de Kyiv, une mosaïque de principautés, avait noué des relations avec la Scandinavie, l'Europe centrale et la France. La Moscovie n'existait pas, seulement des cités prospères au Nord de Kyiv, dont Novgorod (associée à la Ligue hanséatique) et Pskov qui seront intégrées dans la Rous' dans sa plus grande extension, de la Baltique à la Mer noire. Voilà pour le *berceau* des frères dits russes qui, à la grosse louche, s'étend de 880 (fondation de Kyiv) à 1097 (démembrement de la Principauté et guerre civile entre les princes), et plus sûrement encore, à la destruction de Kyiv par les Mongols en 1240. Moscou devient une principauté en 1276. La Rous' de Kyiv s'étend donc sur plus ou moins trois siècles, bien avant Moscou. Elle est également orientée à l'ouest, par la géographie, le commerce et les alliances matrimoniales. Elle est, davantage encore, plus maritime et commerçante que Moscou, par les vertus de son fleuve, de la mer Noire et de la Baltique. Kyiv est la sœur aînée... Quant à savoir si elle est aussi « la mère de villes russes », tout dépend du sens donné à « russe ».

Un : la fratrie se sépare sur une ligne Est-Ouest

La suite de l'histoire consistera d'abord en une séparation des terres de la Rous' de Kyiv, consécutive à une orientation divergente, d'un côté vers le nord-est, de l'autre vers l'ouest, cela du XIV^e au XVII^e siècle (voire plus longtemps selon les régions ukrainiennes). Suite à des rivalités internes et à l'invasion des Mongols, la partie occidentale tombe sous la domination polono-lituanienne catholique, la partie nord-orientale reste deux siècles sous suzeraineté mongole (Horde d'Or). Le Patriarcat de l'Église orthodoxe rous' quitte Kyiv dévastée pour s'établir finalement à Moscou (1325), où il sera protégé par la Horde d'Or. Une alliance avec le pouvoir politique ayant une longue descendance. Comme l'écrit Andreas Kappeler, « *Cette séparation aboutissant à des rattachements à des États et des espaces culturels différents, renforcera la différenciation ethnique et créera les bases sur lesquelles allaient se former les nations russe et ukrainienne.* » Mais comme nous l'avons vu,

le « berceau » (la Rous' de Kyiv) était déjà orienté vers l'Europe centrale et occidentale, par l'origine, la géographie et les alliances matrimoniales. Il n'y a que le choix de la religion byzantine qui le fait pencher vers le sud-est, mais c'était avant le schisme chrétien de 1054.

Cette séparation aura des conséquences durables et profondes, dont nous mesurons encore les conséquences aujourd'hui. Elles sont géographiques, politiques et religieuses. Un autre pôle politico-religieux slave oriental va naître, loin à l'intérieur des terres et isolé du reste de l'Europe, à l'exception de Novgorod avant son écrasement par Ivan le Terrible (le premier Tsar) : *Moscou*. Ce sera « le virage vers l'Orient » cher aux eurasistes qui distingueront sur cette base « la voie russe » de la voie européenne. Sous l'influence mongole (deux siècles de suzeraineté), le pouvoir moscovite sera progressivement centralisé et autocratisé. Avant de devenir Tsar, le Grand-Prince de Moscou est légitimé par l'Église orthodoxe : « *un pouvoir absolu dont il n'avait à rendre compte que devant Dieu* » (Kappeler *ibidem*). Le parachèvement politico-religieux est l'œuvre d'Ivan IV dit le Terrible qui prend le titre de Tsar lors de son couronnement en 1547.

L'écrasement des républiques de Novgorod et de Pskov quelques années plus tard mettra fin à une forme de pouvoir politique plus « horizontal » à l'intérieur de ce qui devient la Russie (et non plus la Rous'). De manière significative, Vladimir Poutine bénéficie de l'appui de l'Église orthodoxe (voir notamment : « Dieu vous a placé au pouvoir », dit le patriarche Kirill à l'occasion du 70^e anniversaire de Vladimir Poutine) et a inscrit Dieu dans la constitution, alors que ses opposants démocrates ont adopté le drapeau de la république de Novgorod. Comme l'écrit Isabelle Mandraud (2022), « *L'étendard des nouveaux exilés s'inspire de celui de la République de Novgorod du XII^e siècle, restée dans les esprits comme l'incarnation d'une expérience démocratique* »¹.

Un autre aspect très important est souvent négligé, jusqu'à aujourd'hui. Comme l'écrit Kappeler : après le couronnement d'Ivan IV, « *Avec la conquête des Khanats de Kazan et d'Astrakhan puis le début de la conquête de la Sibérie un nombre croissant de musulmans et d'animistes devinrent sujets du pouvoir de Moscou. Ce fut le point de départ de la Russie impériale multi-ethnique.* » Notre tendance à identifier l'URSS (« l'ours ») et la Fédération de Russie à « la Russie » perpétue ce déni d'un Empire colonial et multi-ethnique où les (Grands) Russes représentent environ la moitié de la population (avec des variations

¹ Sur l'histoire de Novgorod, voir le livre collectif volumineux et très détaillé dirigé par Philippe Frison et Olga Sevastyanova, *Novgorod ou la Russie oubliée*, Le Ver à Soie, 2015. L'ouvrage modère de manière documentée le caractère parfois mythique d'un modèle perdu des « démocraties du Nord de la Russie » à travers le pouvoir du *vetché*, l'assemblée de la population convoquée par le prince. Mais il n'empêche, le « Grand Souverain Novgorod » avait une ouverture commerciale et culturelle sur l'Europe du Nord et était gouvernée de manière nettement plus « horizontale » que Moscou. Il faut se reporter il y a plus de mille ans et évidemment ne pas projeter nos modèles démocratiques contemporains sur cette cité médiévale.

selon époques et territoires), de surcroît en déclin démographique (voir le livre *L'Empire éclaté* d'Hélène Carrère d'Encausse). Une des grandes craintes du pouvoir poutinien est que cette « fédération » n'éclate, poursuivant la dynamique décolonisatrice entamée avec l'indépendance de républiques soviétiques (dont l'Ukraine). Le rôle germinal des guerres en Tchétchénie, dans la prise de pouvoir de Poutine, nous le rappelle.

De « l'autre côté » des terres, celles qui sont aujourd'hui ukrainiennes, le mouvement sera très différent, pendant deux siècles au moins. Et bien davantage pour la rive droite – occidentale – du Dniepr, puis la Galicie, la Bucovine du nord et la Transcarpatie qui ne seront annexées par l'URSS qu'en 1939 et 1945. Sans nous attarder sur les nombreux épisodes politiques (comme la guerre entre la Russie et la Pologne ou la Suède avec le soutien des Cosaques ukrainiens pour ces derniers), retenons que la Lituanie puis la Pologne-Lituanie réunie (Union de Lublin, 1569) dominèrent l'essentiel du territoire ukrainien, avec un système politique très différent de celui de l'Empire russe, ainsi que des liens culturels intenses avec l'Europe occidentale, dont l'Italie. La Renaissance et les découvertes scientifiques purent prospérer et irriguer l'Ukraine, surtout les grandes villes. Citons encore Kappeler : « *Avec son incorporation au Royaume de Pologne-Lituanie, l'Ukraine s'ouvrit désormais à l'Occident. À partir de la fin du Moyen Âge, beaucoup d'Allemands, de Polonais, de Juifs et d'Arméniens furent invités à venir s'installer sur place. On conféra aux plus grandes villes, en premier lieu Lviv et Kyiv, le droit de Magdebourg* » (privilège urbain dans le domaine du droit et des procédures, autant civiles, pénales que commerciales).

Les terres ukrainiennes furent incorporées à la partie polonaise, la Biélorussie à la partie lituanienne. Au niveau politique, comme le synthétise Kappeler, « *Sa société d'ordres [de la Pologne] constituait une différence très profonde avec le système de l'autocratie moscovite. La noblesse conquiert toujours plus de privilèges, jusqu'à devenir la force politique déterminante. Les pouvoirs de la couronne furent considérablement rognés, la Sjem (Diète) dominée par les nobles ayant le privilège de l'élection du roi.* » Notons par ailleurs que si les villes étaient des lieux de mélange ethnique, catholique et juif, l'essentiel de la population ukrainienne orthodoxe était composé de ruraux (comme les paysans roumains en Transylvanie, les nobles étant hongrois). Les Polonais poussèrent à la réunification de l'Église orthodoxe et de l'Église catholique romaine, ce qui se concrétisa en 1596 avec la création de l'Église uniata ou gréco-catholique de Pologne-Lituanie, reconnaissant le dogme catholique mais conservant la liturgie slavonne et le droit au mariage des prêtres. Une partie importante de la population ukrainienne demeura cependant orthodoxe, et ceci jusqu'à nos jours.

Deux : alliances, révoltes et réunification

D'une certaine manière, la situation des régions ukrainiennes incorporées à la Pologne était de type colonial. Les élites dominantes allochtones vivaient dans les villes et les paysans ukrainiens demeuraient dans les campagnes, dont les terres appartenaient en partie à des seigneurs (« *pan* ») polonais avec des régisseurs souvent

juifs. Ce qui ne sera pas peut-être pas sans conséquences pour ces derniers, lors des massacres perpétrés par les Cosaques du *hetman* Bohdan Khmelnytsky en 1648. Une partie de la population ukrainienne échappait au contrôle de Varsovie : les Cosaques (du turco-mogol *qazaq* signifiant « homme libre »), établis dans le sud et de confession orthodoxe. Parmi eux, les Cosaques Zaporogues (au-delà des chutes du Dniepr) avaient une organisation politique autonome et égalitaire, le conseil des Cosaques qui élisait un chef, le *hetman* (mot germanique, venant de *hauptman*). L'Ukraine contemporaine se réclame et s'inspire encore de cette tradition égalitaire et autonome, ce qui fait qu'elle se distingue de la Russie à la fois par sa plus grande orientation vers l'Europe et sa tradition libertaire cosaque « d'homme libre des confins ».

C'est du côté des Cosaques Zaporogues, se sentant menacés dans leur liberté et leur religion par le pouvoir polono-lituanien catholique que viendra la demande d'alliance avec la Russie moscovite. Demande qui débouchera sur l'accord de Péréïaslav en 1654. Notons que, selon l'auteur, « *Il faut garder à l'esprit que ce n'est pas la volonté d'expansion de Moscou mais la demande des Cosaques ukrainiens qui fut à l'origine de ce tournant.* » La statue équestre de Bohdan Khmelnytsky pointant vers Moscou se trouve toujours au centre de Kyiv. Rappelons que la Crimée fut octroyée à la République socialiste soviétique d'Ukraine en 1954, trois cents ans après l'accord de Péréïaslav.

Toujours est-il que l'accord de 1654 marque le début de la domination russe en Ukraine, qui va se faire progressivement par « grignotage » du Hetmanat, de l'Église orthodoxe et des territoires : d'abord la rive gauche du Dniepr, puis la « Nouvelle Russie » au sud (du Donbass jusqu'à Odessa et la Crimée), puis la rive droite (et enfin la Pologne elle-même). Notons que la Galicie, la Transcarpatie et la Bucovine du nord ne feront jamais partie de l'empire des Tsars, et ne tomberont sous domination soviétique qu'au milieu du XX^e siècle. Le métropolitain de Kyiv, qui était sous l'obédience directe du patriarche de Constantinople, fut placé sous l'autorité du patriarche de Moscou en 1686.

Nous l'avons vu, le système de pouvoir moscovite et celui de l'Ukraine étaient inconciliables : « *Russie autocratique et patrimoniale s'opposait au Hetmanat avec ses traditions cosaques égalitaires et sa société « républicaine » d'ordres héritée de Pologne* » souligne Kappeler. La Russie s'empara donc de la rive gauche du Dniepr avec un Hetmanat local, tandis que la rive droite était sous le pouvoir de la Pologne-Lituanie (sauf Kyiv) avec un autre Hetmanat, qui fut aboli en 1699. Le Hetmanat de la rive gauche, sous domination russe, fut quant à lui aboli en 1764 par Catherine II, après la révolte du *hetman* Mazepa contre Pierre le Grand. Ces deux Tsars agrandirent encore l'Empire, vers la Baltique et vers la mer Noire. Le XIX^e siècle vit naître le sentiment national grand-russe et ukrainien (ce mouvement national se fit dans toute l'Europe).

Mais dans un premier temps, la culture européenne pénétra en Russie par le biais de l'Ukraine, notamment à travers des élites ukrainiennes plus ou moins russifiées (tel Gogol). Dans un second temps, le « nationalisme russe » (d'un type particulier, car impérial), qu'il soit

slavophile ou occidentaliste, reléguera de plus en plus l'identité ukrainienne (langue, culture, coutumes...) à une sorte d'aimable folklore arriéré ou exotique. La conquête de l'essentiel des territoires de l'Ukraine contemporaine et de la Biélorussie fut dès lors pensée comme une « réunification » des trois frères russes sous la houlette de l'ainé. La Galicie (Lviv), la Transcarpatie (Oujgorod) et la Bucovine du nord (Tchernivtsi), ne l'oublions pas, échapperont à cette réunification impériale mais pas à celle de Staline. Ce ne sera pas sans conséquences sur le mouvement national ukrainien et, notamment, sur certaines de ses alliances galiciennes avec les nazis durant la Seconde Guerre.

Trois : nationalismes, triade d'Ouvarov, russification

Quelques décennies avant les révolutions de 1905 et de 1917, qui ébranlèrent puis abattirent l'Empire des tsars avant d'en constituer un autre (l'URSS), le XIX^e siècle voit la montée en puissances des identités nationales dans toute l'Europe (Thiesse, 1999). Ce sera le cas autant chez le Grand que chez le Petit frères. Le nationalisme grand-russe est compliqué (encore aujourd'hui), car il concerne une ethnie qui domine un empire multiethnique, et dont les deux petits frères lui sont indispensables pour assurer sa prééminence. Si la Russie est un État depuis le Moyen Âge, elle n'est pas une nation et donc pas un État-nation. Comme nous l'avons déjà vu plus haut, ce que nous appelons communément « la Russie » est en réalité un Empire multiethnique, dont la population russe ne constitue qu'une partie, certes dominante. Jusqu'à ce jour, la nation russe ne s'est pas encore extraite de l'Empire.

La nationalisme russe au XIX^e siècle sera donc celui du projet d'une nation impériale « russe » qui empêchera l'apparition d'une nation citoyenne et qui, souligne Kappeler, « étouffa la formation de la nation ethnique russe ». Elle est donc envisagée comme « pan-russe » ou « trinitaire », regroupant les trois frères dans son projet russe. À l'inverse, le nationalisme ukrainien se construit en se démarquant de la Russie et de la Pologne. Il n'a pas de vocation impériale, mais seulement nationale (avec la question épineuse de l'intégration des populations russophones – ethniques ou non – dans la nation ukrainienne, mais des nations multilingues existent, comme la Belgique ou la Suisse).

Le projet le plus connu de « nationalisme russe officiel » sous cet angle est la « triade d'Ouvarov » du nom de son auteur, Serguei Ouvarov, ministre de l'Éducation idéologiquement tourné vers l'Orient (un eurasiste avant l'heure), développé dans une lettre au tsar en 1833 après l'insurrection polonaise de 1830 : « *orthodoxie, autocratie, populisme* ». Si les deux premières composantes sont dans la continuité de la conscience nationale prémoderne, la troisième (*narodnost'*, traduit par « populisme ») se veut une sorte de « *réponse au défi occidental national-démocratique* » (Kappeler). Le « peuple » est composé de la masse paysanne idéalisée, ayant conservé sa foi et ses traditions, et non pas une assemblée citoyenne à l'européenne. Le Tsar autocrate soutenu par l'orthodoxie est supposé avoir un lien mystique avec le peuple, comme on le verra encore chez le dernier Tsar, Nicolas II.

Dans le même mouvement, la langue russe fut codifiée en combinant le vieux slavon avec des éléments de la langue populaire. Des écrivains, comme Pouchkine ou Dostoïevski, donnèrent leurs lettres de noblesse « modernes » à cette langue, en partie nouvelle, alors que de l'autre côté et en même temps, c'est Taras Chevtchenko qui devint le poète national ukrainien, notamment avec le recueil de poèmes titré *Kobzar* (le barde) en référence aux chanteurs populaires s'accompagnant à la *kobza*, instrument à cordes traditionnel. Tout comme en Europe occidentale, il s'agit de célébrer les antiques *aèdes*, des artistes qui chantent des épopées nationales pré-impériales (russe ou romain) venues du fond des temps et parfois inventées (voir Thiesse, 1999). La réaction du Grand Frère ne se fit pas attendre, face à la renaissance de l'identité nationale ukrainienne, et des mesures drastiques furent prises dans le cadre de la « russification » qui concerna d'autres parties de l'Empire (comme les pays Baltes). La langue ukrainienne fut étroitement contrôlée ou interdite dans l'enseignement ; Chevtchenko fut banni en Asie centrale.

Cette position de supériorité russe fut autant celle des slavophiles que des occidentalistes, comme Biéliniski, influencé par Hegel, affirmant notamment que l'Ukraine est un sujet non-historique : « *La Petite Russie n'a jamais été un État et n'a au sens fort de ce terme pas d'histoire... L'histoire de la Petite-Russie est un affluent qui se jette dans le fleuve de l'histoire russe. En mêlant ses eaux à celles de la Russie, sa parente par le sang, elle s'est ouvert les portes de la civilisation, des Lumières, de la science...* » (texte de 1843, cité par Kappeler). On retrouve cette même vision de l'Ukraine chez de nombreux auteurs et penseurs, notamment l'écrivain russe Ivan Bounine (voir la citation en épigraphe), prix Nobel de littérature 1933, près d'un siècle plus tard.

Quatre : première indépendance et variations soviétiques

L'édifice impérial commence à se lézarder avec la révolution de 1905 et s'écroule en 1917. L'Ukraine connaît sa première indépendance sous le nom de « République populaire d'Ukraine » (OuNR) entre 1917 et 1921, dans une période particulièrement agitée et dramatique (voir Chopard, 2015, pour l'histoire de Kyiv durant cette période). Ce qui signifie que, malgré la période de russification de près d'un siècle qui précéda, le sentiment national ukrainien fut assez puissant pour mener à l'indépendance dans le contexte d'écroulement des Empires. Comme l'écrit Kappeler : « *Les Ukrainiens furent le seul groupe national à défier le Gouvernement provisoire en 1917 [issu de la révolution de février] et à exercer une influence directe sur sa politique. Cela pouvait paraître surprenant au vu de la formation tardive de cette nation.* »

L'Ouest du pays n'ayant pas été russifié (Galicie, surtout) joua un rôle important, Lviv étant considérée comme la capitale du nationalisme ukrainien. Les turbulences politiques touchèrent les villes, où Russes et Juifs étaient majoritaires, et les campagnes où les paysans ukrainiens s'emparèrent des terres, appartenant surtout à des propriétaires fonciers russes et polonais. L'intelligentsia socialiste modérée se rassembla à Kyiv et fonda la Rada centrale, embryon de parlement, et l'historien Hrouchevsky fut nommé président. L'autonomie de l'Ukraine

fut proclamée en juin 1917 par un « universal » (décret), avec des références explicites à l'assemblée et aux décrets des Cosaques. Le premier gouvernement vit le jour fin juin 1917. L'indépendance de l'Ukraine fut proclamée en janvier 1918 quand les forces soviétiques entrèrent en Ukraine centrale. L'ouverture « de la prison des peuples » promise par Lénine était en effet conditionnée à un pouvoir bolchevique.

Nous ne pouvons retracer l'histoire agitée de la première indépendance ukrainienne, qui subsista vaille que vaille pendant quatre années à la fin de la première guerre mondiale et pendant la guerre civile russe, avec l'intervention de puissances étrangères. Retenons que l'Ukraine devint un pays autonome (d'abord au sein d'une Russie fédérale), ceci avant la prise de pouvoir des bolcheviques en octobre 1917. Il y eut donc un précédent à la République socialiste soviétique d'Ukraine. Mais les autorités ukrainiennes indépendantes de l'OuNR – « *Oukraïnska Narodnia Respoublika* », République populaire d'Ukraine – se heurtèrent au nationalisme grand-russe, aussi bien du côté des « Blancs » que des « Rouges », ces derniers considérant l'OuNR (proche des SR, « socialistes révolutionnaires ») comme relevant du « nationalisme bourgeois ».

D'autre part, les violences pogromistes des paysans contre les Juifs (Chopard, 2015) accréditèrent l'antisémitisme des Ukrainiens, même si l'OuNR s'y était opposé (il y avait par ailleurs des Juifs dans le gouvernement), notamment Simon Petlioura, troisième président de l'OuNR ; il fut assassiné à Paris en 1926 par un anarchiste juif de Bessarabie, Sholem Schwartzbard. Cette réputation d'antisémitisme ukrainien fut ravivée lors de la seconde guerre mondiale (participation de la police militaire ukrainienne, créée par Himmler, à la Shoah par balles). Elle faisait par ailleurs écho aux pogroms antérieurs des Cosaques. La rhétorique poutinienne sur les « nazis ukrainiens » y puise évidemment une partie de ses ressources.

Que devient ensuite la question des « frères inégaux » sous le régime soviétique? Elle passa par deux grandes phases. La première, une fois le pouvoir communiste installé à Kyiv et la République Socialiste Soviétique d'Ukraine proclamée en 1922 (comme État-nation souverain, ayant le droit de sécession de l'URSS), fut celle d'une ukrainisation linguistique, ainsi que d'une d'indigénisation (augmentation du nombre de non-Russes dans le parti et l'administration). Cela dans les frontières actuelles, moins la Crimée (qui ne rejoindra l'Ukraine soviétique qu'en 1954) et les territoires occidentaux (Galicie et autres, qui seront annexées en 1939 et 1945). Notons que les Ukrainiens réclamèrent le Kouban (piémont caucasien au sud-est du Donbass, peuplé de Cosaques), territoire qui ne leur fut pas octroyé. Le pouvoir soviétique première manière voulut combattre « le chauvinisme grand-russe » et la langue et la culture ukrainiennes furent valorisées, à condition qu'elles soient « *un outil de diffusion de valeurs socialistes, les cultures étant définies comme "nationales dans leur forme et socialistes dans leur contenus"*. » (Kappeler)

La seconde phase, initiée par Staline, fut celle d'un retour du grand frère russo-soviétique et d'une russification afférente. Mais la première

phase, déjà, était dictée par « le Centre » qui se trouvait à Moscou. Les cultures nationales étaient des « formes » pour adapter le contenu russo-bolchevique qui n'était pas de leur ressort. Après l'accession de Staline au pouvoir, l'Ukraine fut frappée dans son esprit et dans son corps, principalement par la liquidation des élites ukrainiennes et la famine génocidaire de 1933. Une fois de plus, la crainte que « le petit frère ukrainien » ne fasse défaut au « grand frère russo-bolchévique », en penchant trop à l'ouest, déclencha un rappel à l'ordre des plus violents pour ne pas « perdre l'Ukraine ». Ce fut un des moteurs les plus puissants de la famine de 1933. Staline écrivait en effet : « *Si nous n'entreprenons pas immédiatement le redressement de la situation en Ukraine, nous pouvons perdre l'Ukraine. [...] Il faut transformer l'Ukraine, dans les plus brefs délais, en véritable forteresse de l'URSS, en république véritablement exemplaire. Ne pas lésiner sur les moyens.* » (lettre de Staline à Kaganovitch, 11 août 1932, citée par Nicolas Werth, *La grande famine ukrainienne de 1932-1933*, 2008).

Après la mort de Staline et la déstalinisation, puis jusqu'à Gorbatchev et même Eltsine, les relations du « Centre » avec la « Petite Russie » furent sinueuses, passant par des phases d'ukrainisation dans le contexte du dégel et une russification continuée sur le terrain, surtout par l'urbanisation, l'industrialisation (les villes et les ouvriers de l'industrie étaient plus russophones) et les migrations. Il y eut aussi la volonté d'intégrer les Ukrainiens dans « la famille des peuples soviétiques », puis d'aller progressivement vers la fusion dans le peuple soviétique. « *À partir de la "fratrie" initiale devait apparaître, par un processus de « rapprochement et de fusion » et dans un rapport dialectique à "l'épanouissement des nations et des cultures", le "peuple soviétique", une nouvelle communauté historique.* » (Kappeler)

La partie du pays la plus attachée à l'identité culturelle et politique ukrainienne était le nord-ouest, annexée depuis la seconde guerre mondiale par la République soviétique socialiste d'Ukraine. C'est aussi en 1954 que la Crimée fut rattachée à la RSSU, pour l'anniversaire de l'accord de Péréïaslav (1654), mais aussi pour des raisons géographiques (il n'y avait pas de continuité géographique terrestre avec la Russie, bien avec l'Ukraine).

Cinq : de l'indépendance à la guerre d'indépendance

Vint un moment capital et instructif, celui de la dissolution de l'URSS fin 1991, décidée par les « trois frères » dans une résidence de chasse en Biélorussie le 7 décembre 1991, avec un épisode très significatif pour notre sujet. Eltsine (Russie), Chouchkevitch (Biélorussie) et Kravtchouk (Ukraine) se retrouvèrent pour signer un nouveau Traité de l'Union que Eltsine avait négocié avec Gorbatchev. Fait peu connu, le président ukrainien Kravtchouk refusa de signer le susdit Traité, « *rappelant que l'indépendance de l'Ukraine, sanctionnée par le référendum du 1^{er} décembre était irrévocable. Eltsine invoqua les relations étroites d'amitié entre la Russie et l'Ukraine, mais Kravtchouk resta de marbre. Le lendemain matin, les trois présidents se rencontrèrent une nouvelle fois, mais Kravtchouk insista sur le fait qu'il fallait rédiger ensemble un*

nouveau texte. Ce dernier fut prêt à 14 heures. Les trois présidents signèrent un accord, qui commençait comme suit : "Nous la République de Belarus, la RSFSR [Russie] et l'Ukraine, États fondateurs de l'URSS, signataires du Traité de l'Union en 1922, considérons par la présente que l'URSS a terminé son existence en tant que sujet de droit international et comme réalité géopolitique » (Kappeler) Et l'historien ajoute cette précision fondamentale : « L'URSS fut remplacée par la très lâche "Communauté des États Indépendants". Kravtchouk avait obtenu que la nouvelle organisation ne soit pas dénommée, comme cela avait été fait dans une première version, "L'Union des États Démocratiques". La nouvelle formulation permettait de marquer la rupture avec l'Union Soviétique. » La marche vers la seconde indépendance était lancée.

Ce qui est significatif dans cet épisode, c'est, d'un côté, la détermination indépendantiste du président ukrainien et, de l'autre, la réticence du président russe. Le « grand frère » ne voulait pas lâcher le petit. La suite, très rapidement, le montrera dans les paroles, dans les actes et puis dans les faits de guerre. Les épisodes souvent tortueux jusqu'à l'invasion du 24 avril 2022 sont connus, mais il vaut la peine d'en rappeler quelques-uns. Après la signature de l'accord en Biélorussie, Eltsine reconnut l'indépendance de l'Ukraine, « *mais se prononça à plusieurs reprises pour une union entre la Russie et l'Ukraine. Par la suite, cette intention se confirma, dans la mesure où des politiciens russes réagirent vivement, dès le début de l'année 1992, aux premières décisions politiques autonomes en Ukraine et dans d'autres États post-soviétiques. Ces politiciens pouvaient compter sur l'appui de la majorité des citoyens de Russie (...) c'est l'Ukraine qui lui porta le coup de grâce [à l'État impérial]. Le petit frère s'émancipa ainsi du grand frère : la Russie devait plus tard stigmatiser "la trahison" de l'Ukraine, Kravtchouk apparaissant comme un nouveau Mazepa [le hetman cosaque qui s'était révolté contre Pierre le Grand]. » (Kappeller) Rappelons que Soljenitsyne lui-même considérait que le peuple russe englobait Biélorusses et Ukrainiens.*

Comme le souligne Kappeler, « *Après la dissolution de l'URSS, la relation russo-ukrainienne resta marquée par une forte asymétrie. La majorité des Russes se refusa à reconnaître l'Ukraine comme une nation indépendante, considérant plutôt les Ukrainiens comme un élément d'une large communauté orthodoxe russe englobante, le "monde russe" (rousski mir). Contrairement aux Russes, les Ukrainiens n'étaient pas en capacité de construire un État. Cette position fut aussi celle d'un nombre non négligeable d'Ukrainiens, ceux qui s'étaient approprié l'identité culturelle russe et la mémoire russe-soviétique. » Et l'historien ajoute cette précision : « À l'étranger, les Occidentaux firent assez largement leur cette vision des choses. (...) Les Ukrainiens, le peuple le plus nombreux après les Russes, étaient restés largement dans l'ombre. L'Ukraine, comme ses habitants, était une tache blanche sur la carte cognitive de la plupart des Européens. » Dont, notamment, plusieurs chefs d'États occidentaux.*

Ainsi, au sein de la population ukrainienne elle-même, qui comprenait des Russes ethniques et des russophones, nombreux étaient ceux qui n'étaient pas en faveur d'une véritable indépendance, même si lors du

référendum du premier décembre 1991 sur l'indépendance, le « oui » l'emporta avec plus de 92 % des voix dans l'ensemble du pays, 87 % dans l'oblast de Donetsk, 86 % dans celui de Louhansk (56 % en Crimée et 59 % dans la ville au statut spécial de Sébastopol). La Crimée, avec le port de Sébastopol et le partage de la flotte militaire de la mer Noire, fut dès le départ, le talon d'Achille de la nouvelle nation indépendante. Ainsi que la question des ogives nucléaires soviétiques aboutissant au mémorandum de Budapest de 1994 garantissant le respect des frontières de l'Ukraine et son indépendance, violé à deux reprises par la Fédération de Russie, comme nous le savons.

Par ailleurs, onze millions de Russes ethniques vivaient en Ukraine (22 % de la population totale) et trois millions d'Ukrainiens en Russie (2 % de la population). Au total, plus de dix-huit millions de Russes « s'étaient réveillés à l'étranger » après le démembrement de l'URSS. Des tensions religieuses accompagnèrent l'indépendance de l'Ukraine. L'unité des orthodoxes sous le Patriarcat de Moscou fut battue en brèche, avec la création d'un Patriarcat de Kyiv (alors non reconnu par les autres Églises, ni Constantinople) et les tensions avec l'Église gréco-catholique. Il y avait au total cinq confessions chrétiennes différentes en Ukraine (sans compter les protestants) contre une seule en Russie.

Un Traité d'amitié entre Russie et Ukraine fut signé en mai 1997 par les présidents Eltsine et Koutchma. Il stipulait dans son article 2 : « Les relations mutuelles entre les parties signataires sont fondées sur les principes du respect réciproque de leur égalité de droits et de leur souveraineté, de leur intégrité territoriale, de l'inviolabilité des frontières, de la résolution pacifique des conflits, du renoncement à la force ou à la menace d'usage de force, y compris les moyens de pression économiques ou autres, du droit des peuples à déterminer librement leur destin, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du respect des droits humains et des libertés fondamentales. » Il va sans dire que cet article s'adressait surtout à la Russie, l'Ukraine n'ayant pas l'intention de violer les frontières russes ni de dénier sa souveraineté. Il fallut cependant attendre deux ans avant que le traité ne soit ratifié par les deux chambres du parlement russe, en février 1999, ce qui donne une idée de l'opposition de la classe politique russe. Il fut prorogé jusqu'en 2018 mais foulé aux pieds par la Russie avant son expiration.

Même si l'Ukraine tenta de rester à équidistance de la Russie et de l'UE, le président Koutchma déclara après sa réélection en 1999 que « *l'entrée de l'Ukraine dans l'UE était un objectif stratégique, sans que les relations de bon voisinage avec la Russie ne soient remises en cause.* » (Kappeler) Le premier tournant vers l'UE fut « la révolution orange » de 2004 avec l'élection, au « troisième tour », du candidat pro-occidental, défiguré par un attentat chimique, Viktor Iouchtchenko contre l'autre Viktor, le candidat « pro-russe » Ianoukovytch originaire de Donetsk. On connaît la suite : le retour de Ianoukovytch au pouvoir quelques années plus tard, son refus de signer l'accord d'association avec l'UE, « la révolution de la dignité » (Maïdan) consécutive en 2013, l'annexion de la Crimée et la sécession d'une partie du Donbass en 2014, l'invasion de 2022.

Ce qui n'était que tensions et luttes d'influence, numéros d'équilibriste entre l'UE et la Russie devint une guerre d'invasion par le pouvoir poutinien après celles de 2014, plus hybrides. L'Ukraine n'avait pas d'autre choix que de défendre son existence par une guerre d'indépendance contre la Russie. Car la volonté du Kremlin n'est pas seulement de ramener le « petit frère » sous la férule du « grand », mais bien d'anéantir l'identité ukrainienne et sa volonté de démocratisation pour la vassaliser, voire la russifier par une colonisation de peuplement et par l'assimilation des millions de réfugiés exfiltrés sur son sol.

Conclusion : ce n'est pas qu'une affaire de famille

Ce parcours dans l'histoire millénaire et la géographie nous montre que « la fraternité », dont il est question ici, était scindée en deux parties depuis la partition du monde slave orthodoxe oriental. Chacune ayant des suzerainetés et des parcours civilisationnels ou politiques très différents, malgré des associations éphémères ou de circonstance. Il convient d'y ajouter les conséquences, pour l'Ukraine, de la pulsion impériale et coloniale du grand frère russe, notamment vers « les mers chaudes » (la mer Noire dans ce cas). Ce qui donna la « Nouvelle Russie » (du Donbass à Odessa en passant par la Crimée) sous Catherine II, en partie annexée aujourd'hui. Mais ce qui est en jeu n'est pas tant « la famille » des peuples, proches par langue et la religion, qu'une variable plus profonde qui les affecte tous les trois à des degrés divers – comme bien d'autres dans cette phase de la mondialisation.

La guerre d'invasion, voire d'anéantissement, de 2022 vient de loin. Elle prend sa source dans l'opposition entre deux dynamiques politiques et sociétales, exacerbées par le pouvoir autocratique russe, aujourd'hui poutinien. Ce dernier perçoit l'influence occidentale en Ukraine comme une menace existentielle. De ce point de vue, l'onction du Patriarche Kyril qui voit en Poutine « un envoyé de Dieu » nous montre jusqu'à quelles profondeurs se situe l'enjeu. Nous serions même tenté de voir dans les actions guerrières et le narratif anti-occidental du Kremlin, dépassant largement Vladimir Poutine, une variante russe de la « réactivation fondamentaliste » anti-moderne (Gauchet, 2015), que l'on voit dans d'autres parties du monde non-occidental. Un de ses épigones (à moins que ce ne soit l'inverse) les plus argumentés en Russie, nous semble-t-il, est Alexandre Douguine. Son échange avec Bernard Henry-Lévy en 2019 est particulièrement éclairant sur ce point.

Bernard De Backer, octobre 2022

Références

Adolphe Jean-Marc, Le "Mein Kampf" de Poutine. "Dénazification" de l'Ukraine : l'effrayante tribune de T.Sergueïtsev, *Les Humanités* pour la traduction française, 4 avril 2022

Chopard Thomas, *Le martyre de Kiev*, Vendémiaire, 2015

Colosimo Jean-François, « Les empires européens ont fait de l'Ukraine un enjeu majeur de leurs guerres saintes », *Le Monde*, 13 octobre 2022

Daubenton Annie, *Ukraine. L'indépendance à tout prix*, Buchet Castel, nouvelle édition 2014

De Backer Bernard, « Apocalypse pour tous ? », *La Revue Nouvelle*, septembre 2013

Foucher Michel, *Ukraine-Russie, la carte mentale du duel*, Gallimard, Tracts, 2022

Frison Philippe et Sevastyanova Olga (dir.), *Novgorod ou la Russie oubliée*, Le Ver à Soie, 2015

Gauchet Marcel, « Les ressorts du fondamentalisme islamique », *Le Débat*, mai-août 2015

Gauchet Marcel, « Le fondamentalisme islamique est le signe paradoxal de la sortie du religieux », interview dans *Le Monde* du 21 novembre 2015

Goujon Alexandra, *L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre*, Le Cavalier bleu, 2021

Kappeler Andreas, *Russes et Ukrainiens, les Frères inégaux. Du Moyen Âge à nos jours*, CNRS éditions, 2022 (*Ungleiche Brüder – Russen und Ukrainer vom Mittelalter bis zur Gegenwart*, Beck, München 2017)

Lévy Bernard-Henri vs. Dugin Aleksandr at the Nexus Symposium 2019

Mandraud Isabelle, « Cent ans après la révolution bolchevique, le nouvel exode russe », *Le Monde*, 30 septembre 2022

Mandraud Isabelle, « Guerre en Ukraine : Vladimir Poutine ou le crépuscule de l'impérialisme russe », *Le Monde* du 7 octobre 2022

Markowicz André, *Et si l'Ukraine libérait la Russie ?*, Seuil, Libelle, 2022

Markowicz André, « Crise ukrainienne : la Russie face à elle-même ? », Interview sur France culture, 7 juin 2022

Plokhyy Serhii, *The Gates of Europe*, Basic Books, 2017

Poutine Vladimir, « L'unité historique des Russes et des Ukrainiens », publié sur le site du Kremlin en juillet 2021

Thiesse Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Seuil, 1999

Werth Nicolas, *La grande famine ukrainienne de 1932-1933* (Ce texte a été publié en ligne dans sa version anglaise, *The Great Ukrainian Famine of 1932-33*, Avril 2008)

Werth Nicolas, « Retour sur la grande famine ukrainienne de 1932-1933 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2014/1 (N° 121),

Werth Nicolas, *Poutine historien en chef*, Gallimard, Tracts, 2022

L'Ukraine et la Russie sur *Routes et déroutes* (avec bibliographies)

Retour au livre de Samuel

Les vieux habits du président Poutine

Vladimir l'Européen

Eurasisme, revanche et répétition de l'histoire

Ukraine : le passé dure longtemps

Le tsar, c'est moi. L'imposture permanente d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine, par Claudio Ingerflom

Hétéronomes homonégatifs ?

Crimée : un pont d'Avignon pour la Russie ?

Une ville entre chien et loup

Holodomor. Les enjeux d'une reconnaissance tardive

Voyage au pays des deux rives

Retour de Kiev